



**Déclaration Liminaire FSS 14
du jeudi 05 octobre,
déplacée au 19 octobre 2023.**

Dialogue Social ?!

Monsieur Le Président de la FSS14,
Mesdames et Messieurs les élus en FSS14.

Lors des deux premières FSS, et CSA nous avons déjà dû travailler et naviguer à vue avec un Règlement Intérieur plus projeté ou imaginé que réellement écrit pour nous fixer un cap.

A l'ODJ : « Délibérations/observations » sur le RI des CSA et FSS, balayés comme un simple point alors qu'il sera **l'essence de notre fonctionnement « ensemble » et que la CGT a porté des amendements précis à ce Règlement Intérieur!**

La CGT regrette à nouveau que la DG n'en tienne pas compte alors qu'ils sont essentiels au dialogue social ! Alors qu'ils ont été proposés aux bénéficiaires des agents ! Pour leur santé ! Pour leur sécurité !

Aujourd'hui nous voilà contraints de travailler sur une FSS avec un ODJ de NEUFS points dont certains sont conséquents ! Et une variété de thématiques incroyable !

Des points d'informations, des propositions, des registres SST, des formations, des RI, des points budgétaires, des fiches de signalement....

Nous avons à cœur de connaître et travailler ces sujets afin de discuter et d'améliorer les conditions de travail de tous nos collègues !

Comme évoqué dans le compte-rendu de nos camarades lors de leur dernière rencontre le 20 septembre avec notre DI , les conditions de travail sont de plus en plus dégradées!

Avec des horaires et des côtes de services contraintes par tous les éléments qu'ils ont abordé lors de cet entretien, on nous ajoute des cailloux dans les chaussures en nous fournissant le substrat de notre travail, soit dans des délais contraints, soit dans une multiplicité fourre tout !

Nous sommes élus pour **le dialogue social**.

Comment peut-il exister si les éléments de discussion sont si contraints en temps et en nombre ?

Comment être opérationnels, réactifs et professionnels si nous sommes empêchés par plusieurs de ces contraintes ?

A quoi le dialogue social est-il réduit ? Comment est-il considéré ? Comment interpréter cette considération des agents et des élus qui siègent avec nous ?

Nous souhaitons néanmoins aborder lors de cette DL deux points qui nous semblent importants et urgents : le bureau de Cherbourg et le FACVA concernant la BSE Caen .

Le bureau de Cherbourg :

Nous sommes tout simplement surpris que les décisions soit prises aussi vite...
Quelle est l'urgence ?

Pour résumer très brièvement : la proposition qui semble déjà retenue serait à l'opposé de la volonté des agents.

Agents auprès desquels l'administration avait assuré qu'ils seraient partie prenante et impliqués, donc, a fortiori, non opposés à la solution proposée dans les locaux des Finances Publiques qui regroupe plusieurs points négatifs.

Ces points négatifs concernent le travail et les conditions de travail qui pourraient être résumés succinctement ainsi :

- l'accueil au rez de chaussée est particulièrement mal aisé, isolant pour les agents.
- son organisation est contraire à l'accueil d'une administration et d'un service public comme le nôtre. L'accueil par rendez-vous en cette période post-covid n'existe plus.
- L'éloignement de la Gare Maritime et la réorganisation complète de la mobilité du territoire de Cherbourg semble devoir être palliés par un mixte entre les services op/co et surv? Puisque pour résoudre ces problèmes de circulation, il semble possible d'avoir un véhicule prioritaire...

Allons-nous donc réécrire le code de la route ?

- La possibilité d'aménagements de locaux dans l'Hôtel Atlantique est immédiatement concevable et facilement faisable... mais serait-elle légèrement plus onéreuse... Est-ce cela le vrai obstacle ?

- A-t-on songé à proposer aux Marins dont le bâtiment jouxte celui du bureau de mettre en commun les locaux en occupant l'étage ?

Les conditions de travail du bureau, des agents, et son maintien avec un développement éventuel confirmé dernièrement par notre DI n'en vaut-il pas la chandelle ?

Et enfin le **dialogue social** : quel est-il quand le déménagement se fait à l'encontre de la volonté des agents ? En marche forcée ?

Le FACVA.

De manière générale, ce fonds fait suite à l'importante mobilisation nationale des personnels.

Le FACVA du 14, nous semble avoir été réorienté subitement à l'issue de la dernière FSS , ce qui nous étonne grandement ??

Plus particulièrement, celui à destination des agents de la BSE CAEN :

Il n'est pas censé être utilisé pour combler les carences d'investissement de l'Administration.

De plus, la DG avait ouvert un fonds spécifique pour ces locaux d'Hérouville.

D'où vient donc cette proposition ? Des agents ? dont l'accord implicite serait dû à l'usure des attentes de travaux jamais venus ? Et surtout, de cette proposition découlent de nombreuses questions... jusqu'où les agents doivent-ils combler les manques de l'administration ? Jusqu'à quelle hauteur ? Dans quelle mesure ? locale, nationale ? Pour quelle périodicité?

Vont-ils aussi devoir se faire le relais de l'aspect social ? D'aider aussi le CDAS à financer les projets ?

Vous comprendrez ainsi que nous avons beaucoup de mal à envisager sereinement ce type dialogue social... qui au final, aurait plutôt tendance à nous faire croire en l'illusion d'un habillage de décisions verticales.